

libérale. C'est à titre d'héritier de cette grande tradition, libérale et humaniste, que le peuple tchèque a pu, durant les vingt années de l'entre-deux-guerres, établir et maintenir les institutions libérales et démocratiques qui ont servi de modèle à d'autres Etats moins fortunés.

Les Nazis se rendaient bien compte que la conquête de la Tchécoslovaquie portait un coup redoutable à la démocratie partout dans le monde. Les dictateurs communistes d'aujourd'hui ont également conscience de l'importance que revêt, pour les pays occidentaux, la tradition démocratique des Tchèques. Après qu'une pression de l'extérieur eût forcé les Tchèques à retirer leur acceptation de l'invitation à participer aux pourparlers sur le plan Marshall, tenus à Paris en septembre dernier, il est apparu clairement que la Tchécoslovaquie ne devait pas être autorisée à servir de pont entre l'Est et l'Ouest. Il est clair maintenant que les gouvernements communistes ne reculeront devant rien pour empêcher la collaboration entre l'Occident libre et démocratique et les gouvernements totalitaires de l'Europe orientale. Les Tchèques avaient loyalement fait honneur aux obligations que comportait leur participation au Bloc soviétique. Ils ne menaçaient personne. Avec patience et énergie, ils s'occupaient à rétablir leur économie sous un régime de socialisme démocratique. Et pourtant, une cinquième colonne communiste, agissant sous les ordres des Soviétiques, a brutalement supprimé leurs libertés.

Dans tous les pays libres, les citoyens épris de liberté devraient tirer l'évidente conclusion qui se dégage du drame de la Tchécoslovaquie, et c'est l'impossibilité de collaborer avec des communistes. Ils s'y refusent; ils veulent dominer. Ils feindront de collaborer avec des non communistes tant que cette tactique servira leurs intérêts mais, dès qu'ils seront en mesure de s'emparer du pouvoir, ils s'en saisiront, écartant ou écrasant leurs alliés non communistes. Les populations du Canada, des Etats-Unis, de la France, de l'Italie et d'autres pays ont mis du temps à s'en persuader. Espérons qu'elles savent maintenant à quoi s'en tenir. Les divergences entre les partis démocratiques d'un Etat libre,—socialistes, libéraux, catholiques ou conservateurs,—ne sont rien en comparaison de l'abîme qui les sépare tous des communistes.

Pareillement, dans la sphère internationale, les divergences entre les nations libres et démocratiques du monde ne sont rien en comparaison de l'abîme qui les sépare des peuples qui ploient sous la tyrannie absolue du communisme actuel.

Le drame tchécoslovaque de septembre 1938 et de mars 1939 a été le prélude à la guerre. La tragédie de Tchécoslovaquie, de février 1948, ne doit pas forcément entraîner les mêmes conséquences. Elle souligne cependant la nécessité, pour les pays libres du monde, d'unir leurs ressources matérielles, politiques et morales afin de résister aux agressions directes et indirectes du totalitarisme.

Je passe maintenant à l'autre bout du monde, en extrême Orient.

Menace communiste en extrême Orient

A tout prendre, la situation est à peine moins menaçante en extrême Orient qu'en Europe. Les années d'agression japonaise en Asie orientale ont grandement taxé l'organisation politique, économique et sociale de cette partie de l'univers. La défaite et le retrait des troupes japonaises ont laissé les pays d'extrême Orient dans le malaise politique et le chaos économique. Vu ces circonstances, il y a tout lieu de craindre que la pénétration étrangère ne se réalise par l'entremise des forces révolutionnaires de chaque pays.

Par conséquent, en extrême Orient comme en Europe, il importe d'abord de rétablir une paix générale et d'assurer le retour de la stabilité économique. Pour ce qui est du traité de paix à conclure avec le Japon, j'ai exposé clairement l'attitude du gouvernement canadien à cet égard quand, le 19 décembre dernier, j'ai fait part à la Chambre des pourparlers qui avaient eu lieu au sujet d'une conférence de paix visant le Japon. Depuis, on s'est rendu compte que l'U.R.S.S. cherche à empêcher tout pays, à part les grandes puissances, de participer d'une manière concrète à la préparation du traité de paix avec le Japon. Selon le gouvernement soviétique, il conviendrait d'adopter en Asie une façon de procéder analogue à celle que l'U.R.S.S. préconisait pour le rétablissement de la paix en Europe. Nous tenons ces propositions pour inacceptables. Le Gouvernement canadien est d'avis qu'on ne saurait conclure en extrême Orient, une entente équitable qui s'inspirât des vues de tous les Etats principalement intéressés, qu'en convoquant une conférence tout à fait représentative et qu'un ou deux pays n'auraient pas le pouvoir de s'opposer aux désirs de la majorité. Le Gouvernement canadien estime également qu'il ne serait pas sage, afin de faire face à la menace communiste de l'heure en extrême Orient, de redonner au Japon une puissance telle qu'il redevienne une menace pour la paix.